

**Déclaration de S. E. M. Marc-André Blanchard,
au Débat général de la 73^e session de l'Assemblée générale
1 octobre 2018**

Ensemble en territoire inconnu

Le Canada est honoré de contribuer à la clôture du débat général de la 73^e séance de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Permettez-moi de commencer par une simple question. Pourquoi les Nations Unies sont-elles importantes? À cette simple question, il y a une réponse tout aussi simple.

L'ampleur des défis contemporains auxquels le monde est confronté, des changements climatiques au terrorisme, des inégalités économiques aux migrations irrégulières, des crises prolongées aux urgences humanitaires, exige d'agir.

Chacun de ces défis est systémique. Aucun d'entre eux ne peut être relevé par un seul pays ou de façon bilatérale. Chacun de ces défis exige que le monde entier travaille ensemble.

L'ONU est le seul endroit où nous nous rassemblons tous pour nous attaquer à ces défis.

En effet, l'Assemblée générale des Nations Unies, NOTRE assemblée, est la seule tribune où le monde entier est représenté.

Cette représentation lui confère non seulement sa légitimité, mais elle offre l'occasion de tirer parti de la diversité d'opinions, d'expériences, de compétences, de connaissances et d'idées dans le but d'obtenir de meilleurs résultats pour tous.

Depuis le début du projet d'après-guerre, le Canada occupe une place centrale aux Nations Unies. Le Canadien John Peters Humphrey a participé à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de la personne. Nous avons participé à l'avènement du maintien de la paix.

Nous avons aidé à mettre en place les institutions qui sont au cœur de l'ordre international fondé sur des règles. Toutefois, ces institutions n'ont jamais été et ne devraient jamais être des entités statiques, imperméables au changement.

Malgré ces réalisations, nous devons reconnaître que tous ne profitent pas équitablement des avantages de ces règles et de ces institutions.

Encore trop de gens sont exclus, que ce soit sur le plan économique, social ou politique, des processus décisionnels qui ont une influence sur leur vie.

La « génération grandiose », celle qui est née des cendres de la Seconde Guerre mondiale, était grandiose non pas parce que les temps étaient plus simples et les défis moins complexes.

Les gens de cette génération étaient grandioses parce qu'ils ont trouvé un moyen de travailler ensemble pour une cause commune en vue du bien commun. Leurs efforts ont contribué à assurer la stabilité, ainsi qu'une paix et sécurité relatives pendant plus de 70 ans.

Nous leur sommes et nous nous sommes redevables, de continuer de travailler ensemble afin que l'ordre international multilatéral soit plus efficient, équitable et plus inclusif.

C'est pour cette raison que d'appuyer la mise en œuvre des réformes onusiennes actuelles menées par le secrétaire général Guterres est si essentiel.

Ensemble pour que le multilatéralisme fonctionne pour tous

L'Agenda 2030 est une réalisation exceptionnelle de l'ONU. Pour la première fois dans l'histoire, nous avons convenu d'un plan stratégique global pour parvenir à un monde durable.

Ce plan nous amène en territoire inconnu. Les anciennes approches ne suffiront pas à atteindre nos objectifs.

Nous devons trouver de nouvelles façons de faire, éliminer les cloisonnements entre les gouvernements et la société civile, entre les gouvernements et le secteur privé, entre le nord et le sud, et entre les États partageant traditionnellement la même vision et ceux qui n'ont pas les mêmes vues.

Nous devons faire les choses différemment à l'ONU afin d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain.

Nous devons tenir des discussions nouvelles, franches et inclusives.

Nous devons nous imprégner d'un sentiment d'urgence accru.

Nous devons reconsidérer notre approche au risque. L'inaction est un risque pour les gouvernements et la population, mais également pour les investisseurs.

Nous devons identifier les possibilités qu'offrent nos défis.

Nous devons envisager d'établir de nouveaux partenariats pour saisir des occasions nouvelles.

Comme le dit le secrétaire général: « le changement climatique est l'enjeu déterminant de notre époque ».

Un élément important de la solution au changement climatique est la mise en place d'une nouvelle infrastructure, plus écologique et résiliente. Cela représente pour nous tous une occasion de 26 billions de dollars.

Pour en tirer le meilleur parti, à commencer par les petits États insulaires, qui sont les plus vulnérables, nous devons, en tant qu'États membres, collaborer comme jamais auparavant avec les scientifiques, les institutions multilatérales, les banques régionales, les investisseurs et la société civile.

Nous n'avons d'autre choix que de bâtir cette infrastructure essentielle. Comme l'a déjà dit le premier ministre Trudeau à cette Assemblée, « les pays en développement ne devraient pas être punis pour un problème qu'ils n'ont pas créé, pas plus qu'ils ne devraient être privés des occasions de croissance propre que les pays développés tentent de saisir à l'heure actuelle ».

Nous devons tous appuyer l'Afrique qui s'efforce de créer des possibilités pour la jeunesse et d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 par une plus grande intégration économique et prospérité.

Une prospérité accrue et partagée renforce la paix.

Le désir de rassembler les gens est au cœur même de l'identité canadienne. Au Canada, nous en sommes venus à comprendre que la diversité est notre force.

Les peuples autochtones du Canada sont le fondement de notre diversité. Ils parlent plus de 60 langues différentes et leurs cultures sont parmi les plus riches du continent.

En outre, un Canadien sur cinq est né à l'extérieur du pays. Nos plus grands centres urbains sont parmi les plus cosmopolites au monde. Plus de la moitié de la population de Vancouver et de Toronto est née à l'extérieur du Canada.

Le Canada accueille des réfugiés et des néo-Canadiens depuis des décennies. Vous savez tous que le Canada est très fier d'avoir accueilli plus de 50 000 réfugiés syriens au cours des trois dernières années. Nous sommes pleinement conscients que

de nombreux pays font également preuve d'un grand leadership en accueillant beaucoup plus de réfugiés.

Je dois dire que l'une des choses qui me rendent extrêmement fier d'être Canadien, c'est que 40 % des réfugiés syriens que nous avons accueillis ont été parrainés directement par des citoyens qui voulaient aider.

Bien entendu, pour maintenir notre bilan au chapitre de la promotion de l'intégration économique et sociale, il nous faudra toujours déployer des efforts. Bien que nous ayons connu d'importantes réussites, nous commettons des erreurs et nous avons toujours des défis à relever, le plus important étant encore la réconciliation avec les Premières Nations.

Au Canada, nous comprenons que nous avons besoin d'écouter et d'apprendre afin de contribuer à de meilleurs résultats. C'est ce que nous faisons autant au pays qu'à l'étranger.

Ensemble pour moins de barrières et des opportunités pour tous

Cette année, nous profitons de notre présidence du G7 pour écouter et apprendre des autres, mais aussi pour innover et éliminer les cloisonnements.

Pour la première fois, dans l'optique d'assurer une collaboration des plus étroites entre les gouvernements, le Canada a réuni des ministres des Finances et des ministres du Développement pour qu'ils trouvent ensemble de nouvelles façons de financer le développement.

Nous ne pouvons plus nous permettre de tenir une discussion aux Nations Unies qui est distincte de celle ayant lieu à la Banque mondiale ou au Fonds monétaire international.

Nous étions également convaincus que le G7 devait s'attaquer à la question de la résilience aux changements climatiques et de la

reprise après sinistre. Bien que le Canada ait un vaste littoral et trois frontières océaniques, nous avons invité les petits États insulaires, les États côtiers africains, et les États d'Asie du sud-est à prendre part à cette importante conversation.

S'appuyant sur la Conférence de l'océan de l'ONU, la discussion a produit une charte visant à bannir l'usage des plastiques dans nos océans, et qui jette les bases de la Conférence sur l'économie bleue à Nairobi cette année que le Canada est fier de co-organiser avec le Kenya.

Nous nous sommes également associés à la Banque mondiale et à d'autres partenaires pour recueillir près de 3,8 milliards de dollars afin de réduire les obstacles auxquels se heurtent les femmes et les filles qui souhaitent accéder à l'éducation dans les États en conflit ou fragiles. Leur inclusion procurera des avantages exceptionnels à leurs communautés et au monde entier.

Nous avons besoin de capitaux qui transitent plus rapidement et à plus grande échelle dans les marchés émergents.

Pour cette raison, nous collaborons également avec des partenaires à l'échelle des Nations Unies et du secteur privé afin de libérer les capitaux qui permettront aux gens de saisir les occasions qui se présentent.

En témoignage du travail accompli ici à l'ONU, il y a quelques jours à peine, lors de la réunion de haut niveau sur le financement des objectifs de développement durable, le premier ministre Trudeau a annoncé la création d'une filiale torontoise du centre mondial de coordination en matière d'infrastructure pour faire précisément cela : aider à relier les capitaux aux projets.

Ces projets alimentent la croissance économique à long terme et soutiennent la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, tout en contribuant à la progression vers la réalisation des objectifs du développement durable et en améliorant la représentation des femmes et des autres groupes marginalisés dans les infrastructures durables.

Ensemble pour une paix et sécurité durable

Notre engagement envers le multilatéralisme – notamment en ce qui concerne les opérations de maintien de la paix de l'ONU – comprend notre volonté de renouveler et de réformer, l'engagement de rendre le système que nos aïeux ont construit compatibles avec les exigences du 21^e siècle.

C'est pourquoi le Canada est fier de participer à nouveau aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et d'avoir adopté des engagements conjoints : envoyer les gens et l'équipement qui sont les plus nécessaires aux endroits où ils sont le plus utiles.

Et c'est la raison pour laquelle le Canada est fier d'être à la tête de l'initiative Elsie – une stratégie pratique pour donner suite à notre promesse commune de doubler le nombre de femmes participants aux opérations de maintien de la paix. Nous avons fixé cette cible d'abord et avant tout parce que nous croyons fondamentalement à l'égalité des droits des femmes.

En outre, la présence de femmes dans les rangs – et dans des postes d'autorité – rendent les opérations de maintien de la paix plus efficaces et leurs résultats plus durables. Nous travaillons maintenant très fort avec nos partenaires, au Ghana et en Zambie, pour améliorer le recrutement, la formation, le maintien en poste et l'avancement des femmes dans l'ensemble de nos forces militaires et policières.

Pour que l'ordre international fondé sur des règles puisse profiter à tous, ces règles doivent s'appliquer à tout le monde.

La responsabilité n'est pas un luxe dont on peut profiter seulement lorsque les circonstances le permettent.

Comme il le fait partout, les mesures du Canada visant le Myanmar, la Syrie, l'Ukraine et le Venezuela reposent sur son engagement sans équivoque envers la protection et la promotion des droits de la personne.

Les crimes contre l'humanité commis à l'endroit des Rohingya du Myanmar, dont l'utilisation systématique du viol comme arme de guerre, sont totalement inacceptables.

Le Parlement du Canada a adopté à l'unanimité une motion qualifiant ces crimes de génocide, et il exhorte le Conseil de la sécurité à saisir la Cour pénale internationale de ces actes épouvantables. On ne peut pas rester de marbre devant la détresse des Rohingya.

Le Canada est consterné par les crimes du régime Assad contre son propre peuple en Syrie, notamment son utilisation d'armes chimiques interdites. Nous appuyons fièrement le peuple de la Syrie dans ses demandes visant à tenir ce régime responsable de ses actes et à trouver une solution politique durable.

Les Casques blancs, dont plusieurs ont recueilli des éléments de preuve sur les attaques à l'arme chimique au péril de leur vie, s'attendent, avec raison, à ce que nous les appuyions dans leurs démarches pour obtenir justice.

Plus près du Canada, un groupe d'experts de l'Organisation des États américains composé d'experts indépendants internationaux a documenté soigneusement bon nombre des crimes commis par le régime Maduro contre son propre peuple.

Ici aussi, les Vénézuéliens espèrent que les criminels seront tenus responsables de leurs actes. Voilà pourquoi nos partenaires régionaux et nous avons recommandé, exceptionnellement, que cette affaire soit renvoyée à la Cour pénale internationale.

Il ne fait aucun doute que l'annexion et l'occupation illégales qui se poursuivent en Crimée contreviennent au droit international. Le respect de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale n'est pas qu'une simple notion, c'est un principe fondamental de la Charte des Nations Unies. On ne doit pas permettre à la Russie de poursuivre ses mesures déstabilisantes.

Notre détermination à tenir les auteurs de ces crimes au Myanmar, en Syrie, en Ukraine et au Venezuela responsables de leurs actes est accompagnée d'un profond engagement à améliorer la situation humanitaire des millions de personnes touchées, tant dans ces pays que dans ces régions.

Nous sommes bien conscients qu'une part disproportionnée du fardeau qui consiste à offrir un soutien vital à tant de personnes repose sur les épaules des pays avoisinants, et nous leur promettons qu'ils pourront continuer à compter sur notre aide.

Nous poursuivrons notre contribution aux efforts déployés par les Nations Unies pour s'attaquer à ces problèmes.

Conseil de sécurité des Nations Unies

Lorsque l'ordre international fondé sur des règles a été conçu, l'Assemblée a demandé au Conseil de Sécurité que le recours à

la force soit autorisé pour maintenir la paix et assurer notre sécurité.

Cela demeure sa principale responsabilité, soixante-dix ans plus tard.

Le programme du Conseil de sécurité est rempli de problèmes persistants et émergents.

Nous sommes conscients de certaines menaces à la sécurité, d'autres menaces sont nouvelles, et d'autres ne sont pas encore connues. Pourtant, elles sont toutes systémiques, et elles nécessitent toutes une intervention collective.

Ces menaces, qu'elles soient nouvelles ou non, continuent de mettre à l'épreuve la capacité du Conseil de sécurité de s'adapter et d'intervenir.

Voilà pourquoi le Canada cherche à obtenir un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2021-2022. Nous sommes convaincus de pouvoir contribuer à la prise de mesures d'intervention globales efficaces et envisagées avec soin.

Nous sommes reconnus pour nos idées originales et nos approches novatrices aux problèmes complexes, que ce soit dans les domaines du maintien de la paix, des services de police, de la consolidation de la paix ou de la transition.

Nous avons confiance en notre capacité de tirer profit des idées et des expériences diversifiées requises pour façonner des approches utiles et tournées vers l'avenir.

Après tout, notre vocation est de rassembler les gens. Le caractère de notre pays est défini par notre capacité de coopérer. L'inclusion fait partie de notre identité.

Lorsque le Canada a siégé au Conseil de sécurité des Nations Unies, il l'a fait de façon inclusive.

Nous avons fait participer d'autres États et la société civile à la conversation. Nous avons été les champions du programme sur les femmes, la paix et la sécurité, et sur la sécurité des personnes. Nous avons lutté pour la protection des civils pris entre les feux de conflits armés.

Si nous obtenons un siège au Conseil de sécurité, nous puiserons dans notre dévouement de longue date au maintien de la paix, dans nos trente années et plus à la présidence du Comité spécial des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et dans notre participation active à la Commission de la consolidation de la paix.

Si nous obtenons un siège au Conseil de sécurité, nous travaillerons avec les autres afin de lutter contre le changement climatique et l'extrémisme violent, et de promouvoir la sécurité économique et l'autonomisation des femmes et des filles.

Nous nous ferons les champions de l'inclusion et de la responsabilité, de l'ouverture et de la transparence, et ce, dans toutes les délibérations du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Nous participerons aux efforts visant à trouver des solutions pour bâtir un monde plus sûr, plus équitable et plus sécuritaire, où les avantages de l'ordre international fondé sur des règles sont répartis plus équitablement.

Nous sommes convaincus que les institutions que nous avons passé plus de sept décennies à construire peuvent être renouvelées et revitalisées.

Toutefois, nous n'y arriverons que si nous travaillons ensemble.

Merci.